



**DELIBERATION N° 23/173 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE
APPROUVANT LA CONVENTION DE PARTENARIAT ÉTABLIE DANS LE CADRE
DE LA CRÉATION DE L'OBSERVATOIRE TERRITORIAL DU LOGEMENT
ÉTUDIANT DE CORSE**

**CHÌ APPROVA A CUNVENZIONE DI CULLABURAZIONEFATTI IN U QUATRU DI
A CREAZIONE DI L'OSSERVATORIU TERRITURIALE DI L'ALLOGHJU
STUDENTINU DI CORSICA**

SEANCE DU 20 DÉCEMBRE 2023

L'an deux mille vingt trois, le vingt décembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 7 décembre 2023, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Hyacinthe VANNI, Vice-président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

Jean-Félix ACQUAVIVA, Jean-Christophe ANGELINI, Danielle ANTONINI, Jean-Baptiste ARENA, Véronique ARRIGHI, Serena BATTESTINI, Paul-Félix BENEDETTI, Paul-Joseph CAITUCOLI, Françoise CAMPANA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Angèle CHIAPPINI, Vannina CHIARELLI-LUZI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Petru Antone FILIPPI, Lisa FRANCISCI-PAOLI, Eveline GALLONI D'ISTRIA, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Pierre GUIDONI, Xavier LACOMBE, Vanina LE BOMIN, Saveriu LUCIANI, Sandra MARCHETTI, Georges MELA, Jean-Martin MONDOLONI, Paula MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Paul PANZANI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Véronique PIETRI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Anne-Laure SANTUCCI, Jean-Michel SAVELLI, Joseph SAVELLI, François SORBA, Charlotte TERRIGHI, Hervé VALDRIGHI, Hyacinthe VANNI

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. Jean BIANCUCCI à Mme Muriel FAGNI
M. Didier BICCHIERAY à M. Jean-Michel SAVELLI
M. Jean-Marc BORRI à Mme Françoise CAMPANA
Mme Vanina BORROMEI à Mme Vanina LE BOMIN
Mme Valérie BOZZI à Mme Chantal PEDINIELLI
Mme Marie-Claude BRANCA à Mme Véronique PIETRI
Mme Cathy COGNETTI-TURCHINI à M. Pierre GUIDONI
Mme Anna Maria COLOMBANI à M. Petru Antone FILIPPI
M. Jean-Jacques LUCCHINI à M. François SORBA
M. Don Joseph LUCCIONI à Mme Sandra MARCHETTI
Mme Marie-Thérèse MARIOTTI à M. Jean-Martin MONDOLONI
Mme Marie-Antoinette MAUPERTUIS à M. Hyacinthe VANNI

M. Antoine POLI à M. Saveriu LUCIANI
M. Paul QUASTANA à Mme Serena BATTESTINI
M. Jean-Louis SEATELLI à M. Georges MELA
Mme Julia TIBERI à M. Pierre POLI

ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.

Josephina GIACOMETTI-PIREDDA, Ghjuvan'Santu LE MAO

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code de la commande publique, et notamment son article L. 2511-6,
- VU** la délibération n° 19/317 AC de l'Assemblée de Corse du 27 septembre 2019 approuvant le schéma d'aide à la réussite et à la vie étudiante pour la période 2019-2023 et autorisant la mise en œuvre des mesures d'aide relatives qui en découlent, qui acte de la nécessité de travailler à un observatoire du logement,
- VU** la délibération n° 21/081 AC de l'Assemblée de Corse du 30 avril 2021 approuvant la modification du règlement des aides en faveur du logement et de l'habitat, Regulamentu d'aiuti per l'alloghju è l'abbitatu « Una casa per tutti, una casa per ognunu »,
- VU** la délibération n° 21/089 AC de l'Assemblée de Corse du 30 avril 2021 approuvant les « mesures et dispositifs d'aides relatifs aux parcours d'étude et de formation 2021-2023 dans le cadre du schéma d'aide à la réussite et à la vie Etudiante 2019-2023 »,
- VU** la délibération n° 21/119 AC de l'Assemblée de Corse du 22 juillet 2021 approuvant le cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse, modifiée,
- VU** la délibération n° 21/195 AC de l'Assemblée de Corse du 18 novembre 2021 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 23/023 AC de l'Assemblée de Corse du 9 mars 2023 adoptant le Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2023,
- VU** la délibération n° 23/125 AC de l'Assemblée de Corse du 26 octobre 2023 approuvant le Budget Supplémentaire de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2023,

- VU** la délibération n° 21/021 CP de la Commission Permanente du 24 février 2021 approuvant les conventions : Petites Villes de demain - Opération de revitalisation du territoire, OPAH-RU avec volet copropriétés dégradées et mise en œuvre d'un POPAC de la commune de Corti,
- VU** la convention de partenariat établie dans le cadre de la création de l'Observatoire Territorial du Logement des Étudiants de Corse (OTLE de Corse), entre la Collectivité de Corse, l'Université de Corse, le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de la Corse, la Communauté de Communes du Centre Corse, la Ville de Corti, la Caisse des Dépôts et Consignations via la Banque des Territoires, l'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse et l'Association d'Information sur le Logement de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- VU** l'avis n° 2023-49 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse en date du 18 décembre 2023,
- SUR** rapport de la Commission de l'Éducation, de la Culture, de la Cohésion Sociale et des Enjeux Sociétaux,
- SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

APPROUVE la convention de partenariat établie dans le cadre de la création de l'Observatoire Territorial du Logement des Étudiants de Corse (OTLE de Corse).

ARTICLE 2 :

AUTORISE le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la convention de partenariat établie dans le cadre de la création de l'Observatoire Territorial du Logement des Étudiants de Corse (OTLE de Corse), entre la Collectivité de Corse, l'Université de Corse, le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de la Corse, la Communauté de communes du Centre Corse, la commune de Corti, la Caisse des Dépôts et Consignations via la Banque des territoires, l'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse et l'Association d'Information sur le Logement de Corse, telle qu'elle figure en annexe.

ARTICLE 3 :

AUTORISE le Président du Conseil exécutif de Corse à signer toutes les différentes pièces règlementaires (arrêté, avenant) relatives à la mise œuvre de ladite convention.

ARTICLE 4 :

AUTORISE le Président du Conseil exécutif de Corse, par arrêté délibéré au sein du Conseil exécutif de Corse, à procéder aux individualisations de crédits, et notamment ceux correspondant aux engagements mentionnés dans la convention.

ARTICLE 5 :

AUTORISE le Président du Conseil exécutif de Corse à signer les arrêtés allouant des subventions de fonctionnement, et notamment ceux pris en application de la convention.

ARTICLE 6 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet de la Collectivité de Corse.

Ajacciu, le 20 décembre 2023

La Présidente de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. A. Maupertuis', with a horizontal line drawn underneath the signature.

Marie-Antoinette MAUPERTUIS

ASSEMBLEE DE CORSE

7 EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2023

REUNION DES 20 ET 21 DÉCEMBRE 2023

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

OSSERVATORIU TERRITURIALE DI L'ALLOGHJU
STUDENTINU DI CORSICA - CUNVENZIONE DI
CULLABURAZIONE

OBSERVATOIRE TERRITORIAL DU LOGEMENT
ÉTUDIANT DE CORSE - CONVENTION DE PARTENARIAT

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale
et des Enjeux Sociétaux

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le présent rapport a pour objet la demande d'approbation de la convention de partenariat établie dans le cadre de la création de l'Observatoire Territorial du Logement des Étudiants de Corse (OTLE de Corse).

Ce partenariat est établi entre : la Collectivité de Corse (CdC), l'Université de Corse, le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de la Corse (CROUS), la Communauté de Communes du Centre Corse (4C), la ville de CORTI, la Caisse des dépôts et consignations via la Banque des Territoires (BdT), l'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse (AUE) et l'Association d'Information sur le Logement de Corse (ADIL).

Dans le cadre du programme « petites villes de demain » qui vaut opération de revitalisation du territoire, les parties se sont associées en faveur de la création d'un Observatoire Territorial du Logement des Étudiants de Corse.

L'OTLE de Corse s'inscrit dans une démarche déployée à l'échelle nationale dont les objectifs sont les suivants :

- Guider les politiques urbaines,
- Réunir les collectivités territoriales, les établissements et les acteurs du logement des étudiants et de l'enseignement supérieur,
- Construire une connaissance et une réflexion globale autour de la problématique du logement étudiant à partir de données locales,
- Appréhender finement la demande et l'offre dans sa diversité dans une dimension prospective,
- Nourrir l'Observatoire National du Logement des Étudiants, piloté par les ministères de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et de la cohésion des territoires.

Le territoire de Corse accueille au sein de son université près de 5 000 étudiants. Le CROUS contribue à assurer aux étudiants une qualité d'accueil et de vie propice à la réussite de leur parcours de formation.

Quant à la ville, elle partage le souci de faciliter les conditions de vie et donc, de logement, des étudiants.

La Communauté de communes du Centre Corse, au titre de sa compétence « *aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire* » est directement concernée par la question du logement étudiant. En effet, beaucoup d'étudiants trouvent à se loger dans les différentes communes constituant l'EPCI.

La Collectivité de Corse, à travers son règlement d'aides « *Una casa per tutti, una casa per ognunu* » adopté en 2019, puis modifié par l'Assemblée de Corse en 2021 a souhaité marquer sa volonté d'apporter des réponses politiques fortes et innovantes à trois enjeux essentiels qui sont :

- La lutte contre la spéculation et la dépossession foncière et l'accès au foncier et au logement,
- La paupérisation d'une part importante des insulaires,
- Les inégalités territoriales importantes entre le littoral et l'intérieur de l'île.

Son entrée en vigueur a permis une meilleure prise en compte des demandes des communes et EPCI, des bailleurs ou des jeunes ménages, tout en élargissant son champ d'application, en mettant en œuvre de nouveaux outils, et en renforçant les moyens financiers mobilisés. À ce titre, il prévoit un soutien aux opérations destinées à accueillir du logement social étudiant portées par le bloc communal (acquisitions foncières ou immobilières, opérations de construction, ou de réhabilitation de bâtiments communaux, etc...).

Au-delà du règlement précité, on rappellera que la Collectivité de Corse a cofinancé à hauteur de 2M€ l'opération, actuellement en cours, d'aménagement de la résidence « Sambucucciu d'Alandu » à Corti, portée par le CROUS, et sur un fonds géré par la Direction de l'Éducation, de l'Enseignement et de la Recherche.

Aussi, la constitution de l'OTLE de Corse favorisera une meilleure connaissance des besoins en matière de logements étudiants, garantissant ainsi une mise en œuvre efficiente du dispositif d'aide porté par la Direction Générale Adjointe en charge de l'aménagement et du développement des territoires de la CdC.

La Caisse des Dépôts et Consignations, établissement public financier à caractère spécial, peut intervenir via sa direction de la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial : conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés.

La Banque des Territoires, contribue à accompagner les villes et leurs intercommunalités en matière de soutien méthodologique et d'ingénierie de projet, adaptés particulièrement aux problématiques des petites centralités et répondant aux enjeux de redynamisation et d'attractivité. Aussi, la qualification des besoins en réhabilitation et en construction de logements étudiants constitue un enjeu central pour le territoire et la mise en place de l'OTLE contribuera pleinement à atteindre cet objectif.

Pour améliorer l'accueil des étudiants et l'attractivité de l'Université, il s'agit de mieux comprendre une demande évolutive à différents titres :

- Les jeunes sont un public mobile, dont les comportements se transforment rapidement ;
- L'offre universitaire se développe et les modalités d'enseignement font évoluer les besoins quantitatifs et qualitatifs de logement ;
- Les dynamiques des marchés immobiliers évoluent sur des cycles courts, d'où le besoin d'un suivi régulier de l'adéquation entre l'offre et la demande.

Les résultats de l'observatoire feront l'objet d'une présentation distincte devant les instances de l'Université de Corse et du Crous.

Rappelons que dans la délibération n° 21/089 AC de l'Assemblée de Corse en date du 30 avril 2021 approuvant les « mesures et dispositifs d'aides relatifs aux parcours d'étude et de formation 2021-2023 dans le cadre du schéma d'aide à la réussite et à la vie Étudiante 2019-2023 », il était précisé :

Enfin, parce que les restrictions sanitaires ont ralenti le calendrier de concertation et la dynamique transversale, il apparaît plus que jamais nécessaire et indispensable de réactiver certains travaux, conformément à la délibération n° 19/317 AC de l'Assemblée de Corse du 27 septembre 2019 et de rentrer dans une phase plus opérationnelle, en matière de définitions d'appels à projets, de construction d'un certain nombre d'outils de pilotage ou encore d'outils de communication, appropriés tels que :

- L'Observatoire Territorial de la Vie Étudiante ou encore l'Observatoire du Logement Étudiant ;
- La plateforme collaborative visant à faciliter les échanges entre les différents acteurs de la formation et de la vie étudiante ;
- L'élaboration collective d'appels à candidatures, d'appels à projets et autres appels à manifestation d'intérêt afin de favoriser la proposition d'initiatives innovantes sur la base d'une logique de « Bottom up », c'est-à-dire que l'idée vient du porteur de projet lui-même ;
- La définition d'une stratégie de communication plus « offensive ».

Finalité de l'OTLE de Corse :

- Analyser l'offre et la demande de logements des étudiants de l'Université Pasquale Paoli.
- Apporter une connaissance transversale, géographique, adaptée aux contextes locaux, et partagée à tous les niveaux (décideurs politiques et techniques ainsi que professionnels de terrain) des données d'observation du territoire délimité. Elle se traduit de différentes manières :
 - Un meilleur ancrage des politiques publiques aux données d'observation,
 - Une connaissance territorialisée et mutualisée des données d'observation,
 - Des méthodologies communes permettant des comparaisons au niveau national,
 - Une valorisation des productions :
 - Mise en commun des productions et réappropriation par chaque Membre Partenaire en fonction de ses compétences,
 - Diffusion large des productions accessibles au plus grand nombre (membres, élus, techniciens et citoyens) et l'organisation de restitutions « décentralisées ».
- Suivre les évolutions dans le temps et être labellisé par la démarche nationale, l'OTLE de Corse a vocation à être pérennisé.

Objectifs de l'OTLE de Corse :

- Proposer en premier lieu des résultats locaux sur la base d'indicateurs définis

- par la FNAU ;
- A partir de ces éléments et des besoins identifiés, construire une réflexion complémentaire sur la base d'indicateurs ou de traitements locaux ;
- Disposer de données homogènes relatives au logement étudiant sur le périmètre de l'OTLE de Corse ;
- Établir une cartographie des besoins relatifs au logement étudiant, en vue d'adapter ensuite les politiques locales en la matière.

Modalités de fonctionnement de l'OTLE de Corse :

Deux instances de l'OTLE de Corse sont définies : un Comité de Pilotage (COPIL) et un comité technique (COTECH). Les productions techniques de l'OTLE de Corse sont assurées par l'AUE et l'ADIL. Le suivi, l'animation et le secrétariat de ces comités (COPIL et COTECH) sont assurés par la Collectivité de Corse en lien avec l'AUE et l'ADIL.

La coordination générale de l'OTLE est assurée par l'AUE, en lien avec l'ADIL.

La répartition entre les parties est effectuée en fonction du plan de charge détaillé en annexe 1 de la convention, sur proposition de l'AUE.

La qualité de membre associé de notre collectivité dans le cadre de ce dispositif, lui permettra de rendre compte annuellement des travaux de l'observatoire.

Budget de l'OTLE de Corse :

Le budget de l'OTLE est défini annuellement en fonction des attendus validés par le COPIL (mise à jour des données, production de livrables, indicateurs et études complémentaires...). Il est validé chaque année par le COPIL.

La contribution financière à charge des différents partenaires sera respectivement répartie à hauteur de soixante (60) pour cent pour l'AUE et de quarante (40) pour cent pour l'ADIL, correspondant à leur charge de travail annuelle respective.

Pour la période 2024-2026 (3 ans), le budget de l'OTLE de Corse est fixé à

108 000 € HT et se réparti ainsi qu'il suit entre les partenaires :

Plan de financement OTLE de Corse	2024	2025	2026	TOTAL HT	%
La Collectivité de Corse	10 000 €	10 000 €	10 000 €	30 000 €	27,78 %
L'Université de Corse	10 000 €	10 000 €	10 000 €	30 000 €	27,78 %
Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Corse	1 000 €	1 000 €	1 000 €	3 000 €	2,78 %

La Communauté de communes du Centre Corse	5 000 €	5 000 €	5 000 €	15 000 €	13,89 %
La ville de Corte	5 000 €	5 000 €	5 000 €	15 000 €	13,89 %
La Banque des Territoires	5 000 €	5 000 €	5 000 €	15 000 €	13,89 %
TOTAL	36 000 €	36 000 €	36 000 €	108 000 €	100,00 %

L'engagement financier de la Collectivité de Corse, conclu pour une durée de 3 ans, se matérialisera par l'attribution d'une subvention annuelle en fonctionnement au bénéfice de l'ADIL. Sa potentielle reconduction fera l'objet d'une validation par le Conseil exécutif de Corse lors de cette individualisation annuelle.

Le Président du Conseil exécutif de Corse sera autorisé à signer toutes les différentes pièces réglementaires (arrêtés, avenants,...) relatives à la mise en œuvre de la convention, et procèdera par arrêté délibéré en Conseil exécutif de Corse, aux individualisations de crédits prévus par la convention. Les crédits nécessaires seront inscrits au programme « 3151 Habitat-Logement » du budget de la Collectivité de Corse.

En cas d'approbation de la présente convention de partenariat et pour information, l'individualisation de la participation de la Collectivité de Corse au titre de l'année 2024, sera présentée prochainement en Conseil exécutif.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Observatoire Territorial du Logement des Étudiants de Corse

Convention de partenariat

ENTRE les membres partenaires ci-après désignées :

- **La Collectivité de Corse**, située 22 cours Grandval 20000 Aiacciu, représentée par M. Gilles SIMEONI en sa qualité de Président du Conseil exécutif de Corse (ci-après désignée « CdC »),
- **L'Université de Corse**, située Av. du neuf Septembre, 20250 Corti et représentée par M. Dominique FEDERICI en sa qualité de Président (ci-après désignée « Université »),
- **Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de la Corse**, située 22 Avenue Jean Nicoli BP 55 - 20250 Corti et représenté par M. Marc-Paul LUCIANI en sa qualité de Directeur général (ci-après désigné « CROUS »),
- **La Communauté de communes du Centre Corse**, située Zone artisanale, T50, 20250 Corti et représentée par son Président M. Antoine ORSINI (ci-après désignée « 4C »),
- **La Ville de CORTI**, située 21 cours Paoli 20250 Corti et représentée par son maire, M. Xavier POLI (ci-après désigné « Ville »),
- **La Caisse des Dépôts et Consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège 56, rue de Lille, 75007 Paris, représentée par M. Fabien DUCASSE dûment habilité à l'effet des présentes (ci-après désignée « BdT »),
- **L'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse**, située 5, rue Prosper Mérimée - CS 40001 20181 Aiacciu Cedex 1 et représentée par son Directeur M. Alexis MILANO (ci-après désignée l'AUE),
- **L'Agence d'Information sur le Logement de Corse**, située Immeuble Panero, Boulevard Dominique Paoli 20090 Aiacciu et représentée par son Président M. Ghjuvan'Santu LE MAO (ci-après désignée « l'ADIL »).

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

La Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (ci-après désignée FNAU) et l'Association des Villes Universitaires de France (ci-après désignée « AVUF ») accompagnent les observatoires territoriaux du logement étudiant dans la mise en place de leur gouvernance et dans leurs réflexions sur les objectifs et les indicateurs. Elles s'engagent à leur fournir des données issues d'accords nationaux, à mettre en avant leurs territoires et à leur fournir toutes les informations utiles au bon fonctionnement de leur observatoire. Cette démarche est appuyée par les ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche et de la cohésion des territoires, des acteurs du logement des réseaux nationaux (ANIL, CNAF, INSEE), la Banque des territoires, la Conférence des Présidents d'Université et le réseau des collectivités Enseignement supérieur et recherche, qui pourront être mobilisés à tout moment pour aider les observatoires locaux face à leurs problématiques éventuelles.

Dans le cadre du programme petites villes de demain qui vaut opération de revitalisation du territoire, les parties se sont associées en faveur de la création d'un Observatoire Territorial du Logement des Étudiants de Corse (ci-après désigné « OTLE de Corse »).

L'OTLE de Corse s'inscrit dans une démarche déployée à l'échelle nationale (ci-après désignée « démarche nationale »), dont les objectifs sont les suivants :

- Guider les politiques urbaines,
- Réunir les collectivités territoriales, les établissements et les acteurs du logement des étudiants et de l'enseignement supérieur,
- Construire une connaissance et une réflexion globale autour de la problématique du logement étudiant à partir de données locales = *données remontantes*,
- Appréhender finement la demande et l'offre dans sa diversité dans une dimension prospective, o Nourrir l'Observatoire National du Logement des Étudiants, piloté par les ministères de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et de la cohésion des territoires.

Apports de la démarche nationale à l'OTLE de Corse :

- Une méthode,
- Une labellisation,
- Des comparaisons possibles entre territoires,
- Des données issues d'accord nationaux (AIRES, CNAF via l'INSEE, Action Logement pour Visale...) = *données standard*,
- Un réseau d'échanges et de capitalisation, o Une médiatisation nationale des territoires.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention (ci-après désignée la « convention ») a pour objet de formaliser et de déterminer les conditions et modalités du partenariat entre les membres partenaires pour la mise en œuvre de l'OTLE de Corse, dans le cadre d'une coopération horizontale en application des dispositions de l'article L. 2511-6 du Code de la commande publique.

Article 2 - Finalité et objectifs de l'OTLE de Corse

Le territoire de Corse accueille au sein de son université près de 5 000 étudiants. Le CROUS contribue à assurer aux étudiants une qualité d'accueil et de vie propice à la réussite de leur parcours de formation.

Quant à la ville, elle partage le souci de faciliter les conditions de vie et donc, de logement, des étudiants.

La Communauté de Communes du Centre Corse, au titre de sa compétence « aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire (Cf. article 7.1 de ses statuts) » est directement concernée par la question du logement étudiant.

En effet, beaucoup d'étudiants trouvent à se loger dans les différents communes constituant l'EPCI.

La Collectivité de Corse (CdC), à travers son règlement d'aides « Una casa per tutti, una casa per ognunu » adopté en 2019, puis modifié par l'Assemblée de Corse en 2021 a souhaité marquer sa volonté d'apporter des réponses politiques fortes et innovantes à trois enjeux essentiels qui sont :

- La lutte contre la spéculation et la dépossession foncière et l'accès au foncier et au logement,
- La paupérisation d'une part importante des insulaires,
- Les inégalités territoriales importantes entre le littoral et l'intérieur de l'île.

Son entrée en vigueur, a permis une meilleure prise en compte des demandes des communes et EPCI, des bailleurs ou des jeunes ménages, tout en élargissant son champ d'application, en mettant en œuvre de nouveaux outils, et en renforçant les moyens financiers mobilisés. A ce titre, il prévoit un soutien aux opérations destinées à accueillir du logement social étudiant portées par le bloc communal (acquisitions foncières ou immobilières, opérations de construction, ou de réhabilitation de de bâtiments communaux, etc...). Aussi, la constitution de l'OTLE favorisera une meilleure connaissance des besoins en matière de logements étudiants, garantissant ainsi une mise en œuvre efficiente du dispositif d'aide porté par la Direction Générale Adjointe en charge de l'aménagement et du développement des territoires de la CdC.

La Caisse des Dépôts et Consignations, établissement public financier à caractère spécial, peut intervenir via sa direction de la Banque des Territoires (la « BdT ») pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés. La Banque des Territoires, contribue à accompagner les villes et leurs intercommunalités en matière de soutien méthodologique et d'ingénierie de projet, adaptés particulièrement aux problématiques des petites centralités et répondant aux enjeux de redynamisation et d'attractivité. Aussi, la qualification des besoins en réhabilitation et en construction de logements étudiants constitue un enjeu central pour le territoire et la mise en place de l'OTLE contribuera pleinement à atteindre cet objectif.

Pour améliorer l'accueil des étudiants et l'attractivité de l'université, il s'agit de mieux comprendre une demande évolutive à différents titres :

- Les jeunes sont un public mobile, dont les comportements se transforment rapidement ;
- L'offre universitaire se développe et les modalités d'enseignement font évoluer les besoins quantitatifs et qualitatifs de logement ;
- Les dynamiques des marchés immobiliers évoluent sur des cycles courts, d'où le besoin d'un suivi régulier de l'adéquation entre l'offre et la demande.

Article 2.1 - Finalité de l'OTLE de Corse

- Analyser l'offre et la demande de logements des étudiants de l'Université Pasquale Paoli.
- Apporter une connaissance transversale, géographique, adaptée aux contextes locaux, et partagée à tous les niveaux (décideurs politiques et techniques ainsi que professionnels de terrain) des données d'observation du territoire délimité. Elle se traduit de différentes manières :
 - Un meilleur ancrage des politiques publiques aux données d'observation,

- Une connaissance territorialisée et mutualisée des données d'observation, • Des méthodologies communes permettant des comparaisons au niveau national,
- Une valorisation des productions :
 - Mise en commun des productions et réappropriation par chaque Membre Partenaire en fonction de ses compétences,
 - Diffusion large des productions accessibles au plus grand nombre (membres, élus, techniciens et citoyens) et l'organisation de restitutions « décentralisées ».
- Suivre les évolutions dans le temps et être labellisé par la démarche nationale, l'OTLE de Corse a vocation à être pérennisé.

Article 2.2 - Objectifs de l'OTLE de Corse

- Proposer en premier lieu des résultats locaux sur la base d'indicateurs définis par la FNAU ;
- À partir de ces éléments et des besoins identifiés, construire une réflexion complémentaire sur la base d'indicateurs ou de traitements locaux ;
- Disposer de données homogènes relatives au logement étudiant sur le périmètre de l'OTLE de Corse ;
- Établir une cartographie des besoins relatifs au logement étudiant, en vue d'adapter ensuite les politiques locales en la matière.

Article 3 - Périmètre d'observation de l'OTLE de Corse

Le périmètre géographique des observations de l'OTLE de Corse s'étend sur le territoire de la 4C avec un focus particulier sur la ville de Corte. Il pourra varier en fonction des problématiques abordées.

Une carte (*annexe n° 3*) intitulée « Périmètre de l'Observatoire Territorial du Logement des Étudiants de Corse » schématise ces différentes zones d'observation possibles selon les découpages suivants :

- Au niveau général du territoire de la 4C ;
- Un zonage « ad hoc », pour étudier le besoin en logement des étudiants ;
- Des cartes pour chacune des communes du périmètre d'étude.

La base de données construite à partir des indicateurs demandés par la démarche nationale sera diffusée par commune sur le périmètre considéré.

Les analyses réalisées par la démarche nationale seront transmises à l'OTLE de Corse à l'échelle de la 4C, signataires de la Convention.

Article 4 - Productions de l'OTLE de Corse

Pour répondre aux différents enjeux et atteindre les objectifs fixés par la démarche nationale, les travaux de l'OTLE peuvent être définis comme suit.

Article 4.1 - Indicateurs labellisés

Des indicateurs (*annexe 2 - Annexe technique*) répondant aux exigences de la démarche nationale seront produits par les parties à partir de deux types de données :

- Données remontantes : indicateurs construits à partir des fichiers transmis par les membres partenaires de l'OTLE de Corse ;
- Données descendantes : indicateurs transmis par la démarche nationale.

Des temps d'échanges bilatéraux pourront être organisés par les parties avec les producteurs de données (Membres Partenaires ou autres organismes), pour améliorer la collecte et le traitement des bases de données.

Une fois que la collecte aura été stabilisée, l'OTLE de Corse pourra s'enrichir de données et indicateurs spécifiques à son périmètre, déterminés en fonction des orientations validées par le comité de pilotage.

Article 4.2 - Livrables

Différents livrables seront produits par l'AUE et l'ADIL à partir des indicateurs générés.

Les livrables peuvent être regroupés en deux catégories :

Les livrables du socle commun :

- Les livrables produits au titre de la démarche nationale : le contenu et le format seront déterminés par la démarche nationale. Une synthèse à l'échelle de la 4C sera réalisée, à partir des éléments produits par la démarche nationale. L'AUE et l'ADIL se chargeront de leur diffusion auprès des Membres partenaires ;

- Les livrables produits par l'OTLE de Corse :

- La synthèse à l'échelle de la 4C pourra être enrichie par des apports qualitatifs de la part des partenaires de l'OTLE de Corse.
- Des livrables thématiques pourront être produits selon les orientations validées par le comité de pilotage (défini dans *l'article 6 - Modalités de fonctionnement de l'OTLE de Corse*).

Les livrables faisant suite aux études complémentaires pouvant être demandées par le COPIL :

- Les livrables produits par l'OTLE de Corse sur des zonages ad hoc : en fonction des souhaits des membres partenaires, un travail spécifique pourra être réalisé pour répondre à des questionnements locaux.

Les livrables produits par l'OTLE de Corse pourront prendre la forme de rapports, synthèses, fichiers de données, cartes ou tout autre support adapté au sujet et aux attentes des membres partenaires.

Un premier livrable est prévu par l'AUE et l'ADIL pour l'année 2024 et sera diffusé aux membres du COPIL.

La fréquence des livrables sera ensuite déterminée chaque année par le COPIL, en fonction des moyens alloués à l'OTLE de Corse.

Le contenu des livrables fera l'objet d'une description dans l'annexe technique (fiche-projet annuelle) décrivant les missions confiées à l'AUE et l'ADIL.

Article 5 - Productions spécifiques de l'OTLE de Corse

Par la présente convention, les membres partenaires s'engagent à contribuer et bénéficier du socle commun d'indicateurs et d'analyses. La Convention n'induit aucune exclusivité entre les membres partenaires.

Chaque membre partenaire peut établir d'autres conventions de partenariats avec l'AUE et l'ADIL pour des missions complémentaires à celles menées dans le cadre de l'OTLE de Corse (par exemple le logement des jeunes travailleurs).

Une telle commande fera l'objet d'une convention trilatérale (AUE - ADIL – Membre partenaire). Les données et indicateurs spécifiques seront définis par les co-signataires de la convention et feront l'objet d'un budget dédié.

Une fois validées, les productions spécifiques seront rendues accessibles à l'ensemble des membres partenaires de l'OTLE de Corse.

Article 6 - Modalités de fonctionnement de l'OTLE de Corse

Deux instances de l'OTLE de Corse sont définies : un **comité de pilotage** (ci-après désigné « COPIL ») et un **comité technique** (ci-après désigné « COTECH »). Les productions techniques de l'OTLE de Corse sont assurées par l'AUE et l'ADIL. Le suivi, l'animation et le secrétariat de ces comités (COPIL et COTECH) sont assurés par la Collectivité de Corse en lien avec l'AUE et l'ADIL.

La **coordination générale** de l'OTLE est assurée par l'AUE, en lien avec l'ADIL.

Le COPIL :

Il est constitué des élus et/ou des représentants légaux des membres partenaires ;

Il se réunit au moins une fois par an pour une présentation du travail réalisé au cours de l'année écoulée et pour définir le programme de l'année à venir.

Il a pour principales missions :

- Approuver les livrables de l'année écoulée ;
- Orienter la stratégie et la communication relatives à l'OTLE ;
- Adopter le programme de travail annuel de l'OTLE sur proposition du COTECH ;
- Définir, chaque année, les objectifs et priorités d'observation (socle commun, études complémentaires), ainsi que les modalités de valorisation des travaux (présentations publiques, publications...) et le calendrier prévisionnel des livrables ;
- Valider le budget consacré à la mise en œuvre des travaux de l'OTLE de Corse et la mission confiée à l'AUE et l'ADIL.

Le COTECH :

Il regroupe les représentants techniques des membres partenaires, des parties ainsi que des représentants de l'État (Direction Départementale des Territoires : « DDT »).

Des experts et intervenants techniques œuvrant dans le champ du logement étudiant (Action Logement, bailleurs, représentants d'étudiants...) qui souhaiteraient s'associer à l'OTLE.

Il est garant des réalisations et de l'usage des moyens mis à disposition par les Membres Partenaires de l'OTLE.

Le COTECH a pour principales missions :

- Proposer au COPIL le programme de travail annuel ainsi que ses productions, aussi bien sur le fond que sur la forme ;
- Mettre en œuvre les orientations du COPIL ;
- Organiser les productions et rendre compte de ces productions au COPIL ;
- Alimenter le COPIL en réflexions et analyses ;
- Proposer de nouvelles orientations ou focales d'observation ;
- Rechercher des solutions pour pallier les problèmes de production ;
- Initier les productions et veiller au respect du calendrier prévisionnel ;
- Suivre les travaux, notamment les apports et évolutions méthodologiques, outils et indicateurs ;
- Déterminer les moyens alloués à la valorisation des productions.

Les membres du COTECH garantissent l'analyse concernant leur propre domaine et apportent toute information permettant d'interpréter et d'enrichir les données, notamment :

- La fourniture et de l'expertise des données qu'ils mettent à disposition,
- Le respect des règles en matière de diffusion de données et de la conformité à la loi Informatique et Libertés, ainsi qu'au Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après désigné « RGPD »),
- L'analyse et de la mise en perspective de l'interprétation des données.

Rôle et engagement de l'AUE, instance de coordination générale

L'AUE assure la coordination générale de l'OTLE.

Elle collecte, en lien avec l'ADIL, exploite et analyse les données (nationales et locales) et réalise les livrables.

Chaque année, le COPIL élabore une fiche projet spécifique précisant les livrables attendus de la part de l'AUE et de l'ADIL (cf. annexe 1 - Annexe technique).

Cette fiche projet détermine les moyens nécessaires à l'AUE et l'ADIL en vue de la mise en œuvre des travaux et à la réalisation des livrables.

Cette fiche projet détaille enfin la répartition du travail entre l'AUE et l'ADIL.

Article 7 - Budget de l'OTLE de Corse

Le budget de l'OTLE est défini annuellement en fonction des attendus validés par le COPIL (mise à jour des données, production de livrables, indicateurs et études complémentaires...). Il est validé chaque année par le COPIL.

Pour la période 2024-2026 (3 ans), le budget de l'OTLE de Corse est fixé à 108 000 € HT.

La participation des membres partenaires figure en annexe 2.

L'engagement financier de la Collectivité de Corse est conclu pour une durée de 3 ans.

Celle-ci se matérialisera par l'attribution d'une subvention annuelle en fonctionnement à destination de l'ADIL. Sa potentielle reconduction fera l'objet d'une validation par le Conseil exécutif de Corse.

L'engagement financier de la Banque des Territoires est conclu pour une durée maximale de 3 ans et ne sera pas reconduit au-delà de cette période.

La Banque des Territoires intervient en appui au démarrage et à la constitution de l'OTLE.

La répartition entre les parties est effectuée en fonction du plan de charge détaillé en annexe 1, sur proposition de l'AUE.

Article 8 - Engagements des membres partenaires

Article 8.1 - Engagements des Membres Partenaires de l'OTLE de Corse

Les Membres Partenaires de l'OTLE de Corse s'engagent à :

- Participer à l'OTLE, en allouant les moyens nécessaires à son fonctionnement (personnes ressources, membres des différents comités, nombre de jours pour l'AUE et l'ADIL), le niveau d'engagement attendu étant validé annuellement par le COPIL pour chaque Membre Partenaire ;
- Verser annuellement leur contribution financière respective à l'AUE et à l'ADIL. Cette contribution sera respectivement de soixante (60) pour cent pour l'AUE et de 40 (quarante) pour cent pour l'ADIL, correspondant à leur charge de travail annuelle respective (cf. annexe 1).
- Mettre à disposition les données détenues et/ou recueillies, permettant de construire les indicateurs nationaux, ainsi que les indicateurs spécifiques, en fonction des orientations validées par le COPIL et dans le respect du RGPD ;
- Apporter la connaissance et les productions dont ils disposent, contribuer aux analyses.

Article 8.2 - Engagements de l'AUE et de l'ADIL

L'AUE assure la coordination générale de l'OTLE de Corse.

Elle s'engage notamment, en lien avec l'ADIL, à collecter et centraliser les données, à les homogénéiser et les synthétiser sous formes d'indicateurs et à les présenter aux Membres Partenaires (données, études, plate- forme Internet).

Article 9 - Procédure d'admission de nouveaux membres partenaires de l'OTLE de Corse

L'intégration de nouveaux partenaires sera soumise à l'accord du COPIL, et donnera lieu à un avenant à la présente convention.

Article 10 - Durée de la Convention

La Convention est conclue pour une durée de **trois ans** (2024-2026).

Article 11 - Modification de la Convention

La présente convention ne pourra être modifiée que par avenant signé entre les membres partenaires pour la durée résiduelle d'application de la Convention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention initiale, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause l'objet de la Convention défini à l'article 1^{er}.

Étant attaché à la Convention, tout avenant sera soumis aux mêmes dispositions qui la régissent.

Article 12 - Résiliation

Chaque signataire peut en outre, à tout moment, se retirer de la Convention. Ce retrait devient effectif deux mois après l'envoi par la Partie demanderesse d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'ensemble des autres signataires, exposant les motifs du retrait. Néanmoins, la part de financement au titre de l'année engagée reste due à l'AUE.

En cas de non-respect d'une ou plusieurs obligations par l'un des signataires, le COPIL pourra être saisi par un signataire afin de décider, le cas échéant, de la résiliation de la Convention ou du retrait de la Partie défaillante du présent partenariat. Le retrait de la Partie défaillante ne dispense pas cette dernière de remplir ses obligations contractuelles jusqu'à la date de prise d'effet du retrait. Le retrait d'une Partie n'emportera effet que pour ladite Partie, sans que cela puisse remettre en cause la Convention entre les autres membres partenaires.

Article 13 - Règlement des litiges

Les signataires s'efforceront de résoudre à l'amiable leurs éventuels différends relatifs à l'interprétation, la validité et/ou l'exécution de cette Convention.

À défaut de règlement amiable, les litiges nés de l'exécution du présent accord relèveront de la compétence des tribunaux français, dans le respect du délai de recours contentieux.

Article 14 - Annexes à la convention

La Convention et ses annexes constituent un ensemble contractuel unique. Toute référence à la Convention inclut ses annexes qui ont la même valeur contractuelle que les stipulations comprises dans le corps de la Convention. Toutefois, en cas de contradiction ou d'incompatibilité entre une stipulation de la Convention et celle d'une de ses annexes, les dispositions figurant dans la Convention prévalent. En cas de contradiction ou d'incompatibilité entre annexes ou entre deux sources d'information d'une même annexe, l'ordre de préséance des annexes prévaut dans l'ordre de leur énumération.

La Convention de l'OTLE de Corse comprend les annexes suivantes :

- Annexe 1 - Technique : Liste des indicateurs et fiche Projet annuelle 2024
- Annexe 2 - Participation des membres partenaires
- Annexe 3 : Carte « Périmètre de l'Observatoire Territorial du Logement des Étudiants de Corse »

Fait à CORTI en 8 exemplaires (autant d'originaux que de membres partenaires),
le / / 2023

Pour la Collectivité de Corse
Le Président du Conseil exécutif
de Corse

Gilles SIMEONI

Pour l'Université de Corse
Le Président

Dominique FEDERICI

Pour le CROUS de Corse
Le Directeur général

Marc-Paul LUCIANI

Pour la Communauté de
Communes du Centre Corse
Le Président

Antoine ORSINI

Pour la Ville de Corti
Le Maire

Xavier POLI

Pour la Banque des Territoires
Le Directeur régional

Fabien DUCASSE

Pour l'Agence d'Aménagement
durable, d'Urbanisme et d'Énergie
de la Corse
Le Directeur

Alexis MILANO

Pour l'Agence d'Information
sur le Logement de Corse
Le Président

Ghjuvan'Santu LE MAO

Annexe 1 - Technique : Liste des indicateurs et fiche Projet annuelle 2024**Liste des indicateurs nationaux 2024 à communiquer à l'AVUF et à la FNAU**

ES1_NB_logCROUS	Nombre de logements en résidence universitaire gérés par le Crous (hors résidence historique)
ES2_NB_logBailleurs	Nombre de logements en résidence universitaire gérés par des bailleurs sociaux hors Crous
ES3_NB_logCiteU	Nombre de logements en résidence non conventionnés propriétés de l'Etat et gérés par les Crous - résidence traditionnelle Crous ou Cité U
ES4_NB_logService	Nombre de logements en résidence service (logements dédiés)
ES5_NB_logEcole	Nombre de logements en résidence école (logements dédiés)
ES6_NB_PLCROUS	Nombre de places en résidence universitaire gérée par le Crous (hors résidence historique)
ES7_NB_PLBailleurs	Nombre de places en résidence universitaire gérées par des bailleurs sociaux hors Crous (logements dédiés)
ES8_NB_PLCiteU	Nombre de places en résidence non conventionnés propriétés de l'Etat et gérés par les Crous - résidence traditionnelle Crous ou Cité U
ES9_NB_PLService	Nombre de places en résidence service (logements dédiés)
ES10_NB_PLEcole	Nombre de places en résidence école (logements dédiés)
ES12_NB_litFJT	Nombre de lits en FJT (logement à caractères social)
ES12bis_NB_litFJTétudiant	Nombre de lits ouverts aux étudiants en FJT (logement à caractères social)
ES13_NB_litfoyers	Nombre de lits foyers
ES14_NB_litInternats	Nombre de lits en internats
ES15_MIN_LOYER_Crous	Redevance minimum pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par les Crous
ES15_MAX_LOYER_Crous	Redevance maximum pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par les Crous
ES15_MED_LOYER_Crous	Redevance médiane (option) pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par les Crous
ES16_MIN_LOYER_Bailleurs	Redevance minimum pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par des bailleurs sociaux hors Crous
ES16_MAX_LOYER_Bailleurs	Redevance maximum pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par des bailleurs sociaux hors Crous
ES16_MED_LOYER_Bailleurs	Redevance médiane (option) pour un logement 1 pièce en résidence universitaire gérée par des bailleurs sociaux hors Crous
ES17_MIN_LOYER_CiteU	Redevance minimum pour une chambre en résidence non conventionnée propriétés de l'Etat et gérées par les CROUS - dites résidences traditionnelles Crous ou Cité U

ES17_MAX_LOYER_CiteU	Redevance maximum pour une chambre en résidence non conventionnée propriétés de l'Etat et gérées par les CROUS - dites résidences traditionnelles Crous ou Cité U
ES17_MED_LOYER_CiteU	Redevance médiane (option) pour une chambre en résidence non conventionnée propriétés de l'Etat et gérées par les CROUS - dites résidences traditionnelles Crous ou Cité U
ES18_MIN_LOYER_Service	Redevance minimum pour un logement 1 pièce en résidence service
ES18_MAX_LOYER_Service	Redevance maximum pour un logement 1 pièce en résidence service
ES18_MED_LOYER_Service	Redevance médiane (option) pour un logement 1 pièce en résidence service
ES19_MIN_LOYER_Ecole	Redevance minimum pour un logement 1 pièce en résidence école
ES19_MAX_LOYER_Ecole	Redevance maximum pour un logement 1 pièce en résidence école
ES19_MED_LOYER_Ecole	Redevance médiane (option) pour un logement 1 pièce en résidence école
ES21_MIN_LOYER_FJT	Redevance minimum pour une chambre en FJT
ES21_MAX_LOYER_FJT	Redevance maximum pour une chambre en FJT
ES21_MED_LOYER_FJT	Redevance médiane (option) pour une chambre en FJT
ES22_MIN_LOYER_Foyer	Redevance minimum pour une chambre en logement foyer
ES22_MAX_LOYER_Foyer	Redevance maximum pour une chambre en logement foyer
ES22_MED_LOYER_Foyer	Redevance médiane (option) pour une chambre en logement foyer
ES23_MIN_LOYER_Internat	Redevance minimum pour une chambre en internat
ES23_MAX_LOYER_Internat	Redevance maximum pour une chambre en internat
ES23_MED_LOYER_Internat	Redevance médiane (option) pour une chambre en internat
ES24_MED_LOYER_Diffus	Loyer médian des logements dans le parc diffus occupés par au moins un étudiant
ES25_NB_REFUSE_DEDIE	Nombre d'étudiants refusés pour cause de capacités atteintes ou sur liste d'attente en structure dédiée (Crous et résidence social) en septembre
ES26_NB_DEPART_CROUS	Nombre de départs dans les résidences universitaires Crous entre janvier et avril
ES27_NB_ARRIVEE_CROUS	Nombre d'arrivées dans les résidences universitaires Crous entre janvier et avril
ES28_NB_DEPART_Bailleur	Nombre de départs dans les résidences universitaires gérées par des bailleurs hors Crous entre janvier et avril
ES29_NB_ARRIVEE_Bailleur	Nombre d'arrivées dans les résidences universitaires entre janvier et avril
ES30_NB_DEPART_Ecole	Nombre de départs dans les résidences écoles entre janvier et avril

ES31_NB_ARRIVEE_Ecole	Nombre d'arrivées dans les résidences écoles entre janvier et avril
ES32_NB_étudDiffus	Nombre d'étudiants logés dans le parc diffus (hors résidence dédiée)
ES33_NB_étudColoc	Nombre d'étudiants logés en colocation
ES34_Nb_APL_Crous	Nombre de logements conventionnés à l'APL dans les résidences universitaires gérées par le Crous
ES35_NB_APL_BS	Nombre de logements conventionnés à l'APL dans les résidences universitaires gérées par des bailleurs sociaux (ou associations agréées) hors Crous

Programme de travail 2024

1. Pour l'ADIL :

- Collecte des données - enquête (mise en place, réalisation et centralisation des données)
- Rencontre des professionnels locaux pour le recueil des données
- Accompagnement sur la sortie des indicateurs
- Rédaction des rapports

2. Pour l'AUE :

A partir des données fournies par les partenaires, l'AUE procédera à leur traitement permettant de produire les livrables suivants :

- Calcul des indicateurs nationaux,
- Traitements statistiques,
- Rédaction des rapports correspondants.

Le déroulement de la mission se fera en étroite collaboration entre les deux structures avec des échanges permanents.

Annexe 2 - Participation des membres partenaires

Plan de financement OTLE de Corse	2024	2025	2026	TOTAL	Pourcentage
La Collectivité de Corse	10 000	10 000	10 000	30 000	27,78 %
L'Université de Corse	10 000	10 000	10 000	30 000	27,78 %
Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Corse	1 000	1 000	1 000	3 000	2,78 %
La Communauté de Communes du Centre Corse	5 000	5 000	5 000	15 000	13,89 %
La Ville de Corti	5 000	5 000	5 000	15 000	13,89 %
La Banque des Territoires	5 000	5 000	5 000	15 000	13,89 %
TOTAL	36 000	36 000	36 000	108 000	100,00 %

Annexe 3 - Carte « Périmètre de l'Observatoire Territorial du Logement des Étudiants de Corse »

